
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59064

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Friedhelm BOLL, *Arbeitskämpfe und Gewerkschaften in Deutschland, England und Frankreich. Ihre Entwicklung vom 19. zum 20. Jahrhundert*, Bonn (J. H. W. Dietz Nachf.) 1992, 685 S. (Veröffentlichungen des Institutes für Sozialgeschichte e. V. Braunschweig/Bonn).

L'auteur veut montrer, à travers cette étude détaillée et bien documentée, aussi bien l'unité que la multitude d'une historiographie européenne comparative. C'est pour ces raisons qu'il a choisi une époque de l'histoire de ce continent qui représente une importance particulière pour l'histoire événementielle structurelle, tout comme pour l'histoire des mentalités, à savoir la vague des luttes sociales qui marque la phase qui s'étend entre 1885 et 1895, la fin de la grande dépression du siècle dernier. Ces années produisent en effet le plus grand mouvement de grèves du XIX^e siècle, la percée de syndicats encore jeunes qui se transforment en organisations de masse, ainsi qu'un interventionnisme croissant des Etats en forme de législations sociales.

Trois tendances époquales se dessinent alors selon l'auteur. La première qui tend une organisation d'intérêts sociaux collectifs, résultat d'une industrialisation croissante et d'une érosion progressive des associations traditionnelles de solidarité. Dorénavant, les masses populaires ne quitteront plus la scène politique, au contraire de ce qui s'est passé après 1848.

La seconde consiste à comprendre dorénavant les conflits sociaux comme sujets à une régulation politique en forme d'interventions de l'Etat par une législation sociale. La troisième tendance, étroitement liée à la précédente, s'affirme dans la transformation d'une opinion publique, jusque-là limitée à la bourgeoisie, en un « marché de masses » politique des luttes électorales, des associations politiques et de la presse quotidienne à caractère politique.

Une suite ininterrompue de grèves d'une intensité inconnue jusqu'alors dans tous les centres industriels de l'Europe, ainsi que l'unité montrée par le mouvement ouvrier lors des grandes manifestations du 1^{er} mai 1890 qui embrassent l'ensemble des continents européen et nord-américain, inquiètent les bourgeoisies régnautes. La longue phase de dépression économique, suivie d'une amélioration conjoncturelle, représente l'arrière-fond de ces luttes sociales, et des expressions politiques, comme le « nouveau cours » de l'empereur Guillaume II en Allemagne, ou le soutien d'une partie de la classe ouvrière française à la politique populiste et antirépublicaine de Boulanger. La classe ouvrière ne mène plus ses luttes dans une « splendide isolation », mais elle cherche l'unité de ses actions désormais dans des congrès internationaux et dans des revendications communes, dont la plus connue est celle de la journée de huit heures. Les Etats répondent au défi ouvrier par l'établissement de statistiques sur les grèves, l'installation des ministères du travail et l'organisation de conférences internationales sur la question sociale.

C'est la relation entre la pratique de la grève et la volonté de fêter le 1^{er} mai, ainsi que l'effet stimulant du 1^{er} mai sur les luttes sociales que Boll se propose d'analyser afin de combler le déficit en études comparatives traitant l'héritage européen et la multitude de ses formes d'expression; tout ceci dans le but d'élaborer le fonds commun du vécu ouvrier dans les conflits, et de montrer la base de l'internationalisme dont le 1^{er} mai devient l'expression spectaculaire.

La documentation sur les grèves dans les trois pays cités, à savoir l'Angleterre, l'Allemagne et la France, s'appuie surtout sur des documents judiciaires, des tableaux établis soit par des partis prenants dans les conflits, soit par les administrations (par exemple par les préfets en France depuis 1860) et par les statistiques des grèves. La grève en effet constitue un événement qui parle et qui fait parler, provoquant ainsi une richesse de documentation et de témoignages.

Les recherches contemporaines sur les périodes de grève, d'un Fernand Pelloutier en France, d'un Carl Legien en Allemagne, ainsi que les travaux récents d'Eric Hobsbawm en Angleterre, de Michelle Perrot en France, d'Hartmut Kaelble en d'Heinrich Volkman en Allemagne, et de beaucoup d'autres, complètent utilement la documentation de cette étude.

L'avènement du mouvement gréviste ne change pas seulement l'histoire des luttes sociales de l'Angleterre et de la France, mais aussi de l'Allemagne. Ces vagues de luttes sociales

possèdent le plus d'importance en Angleterre, pays exemplaire d'organisation syndicale, de discipline, de culture de négociations et de compromis, et le moins d'importance en France, pays du syndicalisme révolutionnaire et de la propagande de la grève générale. Ceci n'empêche pourtant pas qu'on arrive dans ce pays à des accords tarifaires, alors que les syndicats étaient moins riches et organisés, agissant sur un plan décentralisé, par exemple à travers les Bourses du Travail. Le succès du syndicalisme anglais s'explique par la structure traditionnelle des travailleurs de ce pays qui implique la sédentarité, la formation d'une élite ouvrière de plus en plus revendicative, mais aussi l'abolition de l'interdiction des coalitions. Des élites locales ouvrières obtiennent alors très tôt l'autonomie tarifaire dans les entreprises industrielles, et ce type syndical («new-model unions») se montrera très vite capable à régler les conflits sociaux.

En Allemagne en revanche, une tradition compagnonnique d'organisation et de vie ouvrières (l'instabilité des membres des syndicats se montre déjà à travers le nombre des célibataires: 40%), ainsi que la répression politique surtout sous l'Empire nécessitent une forme centralisatrice du syndicat. La résistance du patronat allemand, plus grande que dans les autres pays, nécessite également une forme plus centralisée des luttes. L'influence organisatrice des compagnons lors de leurs migrations contribue alors efficacement à cette centralisation.

L'auteur s'interroge ensuite sur la relation entre conjoncture et grève, et il arrive au résultat que les phases de grèves se trouvent plus en corrélation avec des phases de «booms» économiques. Il constate une évolution parallèle dans les trois pays, caractérisée par de phases de chômage (et d'émigration) et de plein emploi (immigration) qui se succèdent relativement vite. Une des revendications ouvrières en réponse à ces variations rapides est donc la réduction du temps de travail à partir de 1886, et spécialement après 1889.

A travers la comparaison des mouvements des ouvriers du bâtiment des villes de Londres, de Paris, de Hambourg et de Berlin, l'auteur constate la volonté de cette catégorie socioprofessionnelle à maintenir les conditions de travail et les salaires. Les syndicats allemands et anglais misent dans ce cas sur leurs propres forces, alors que les Parisiens misent sur l'aide de l'Etat. C'est ce secteur qui incite dans les années 1883/84 les manifestations des sans-travail, et qui développe le programme qui restera valable jusqu'en 1906: abolition du marchandage, journée des huit heures etc.

Les syndicats eux-mêmes se développent grâce aux grèves. Dans les lieux où les grèves des ouvriers du bâtiment réussissent (Londres, Hambourg), il se développe même un fort pouvoir syndical, alors qu'en cas d'échec, les ouvriers se tournent vers d'autres modèles de solution, à savoir l'anarchisme, le syndicalisme révolutionnaire etc. C'est le cas de Paris où la crise économique depuis 1882 ainsi qu'un marché du travail diffus empêchent la formation d'un fort syndicat dans le secteur du bâtiment. Le discrédit dont «jouit» le parlementarisme depuis la fin du Second Empire et l'inconséquence des républicains à utiliser la tradition jacobine d'intervention de l'état y contribuent également. Le but, réformiste à l'origine, se transforme finalement en espoir anarchiste et révolutionnaire, avant que d'autres échecs ne forcent les travailleurs du bâtiment parisien finalement à s'enrôler sous les bannières de la CGT.

En Allemagne en revanche, qui connaît la situation spécifique d'une très forte stratégie de confrontation du patronat, ainsi que d'une politique fortement antisyndicale du gouvernement, ressort une polarisation extrême, plus prononcée que dans les deux pays de comparaison, qu'il faut prendre en considération si l'on veut comprendre le «Sonderweg» allemand.

L'Europe se fait, et c'est à juste titre que l'auteur souligne l'importance des différents mouvements de grèves pour l'histoire européenne. L'Europe, selon lui, est sur le niveau du mouvement ouvrier une Europe d'expériences communes du conflit social, avec ses fonctions innovatrices et une prise de conscience collective dont la plus belle manifestation représente le 1^{er} mai. Jamais jusque-là, et jamais après, le mouvement ouvrier n'a connu une qualité aussi internationale qu'en 1890.

Robert BECK, Tours